

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2021/22786]

16 DECEMBER 2021. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap waarbij de beslissing van 16 juni 2021 van de Centrale Paritaire Commissie voor het confessioneel vrij gesubsidieerd onderwijs betreffende het aanvraagformulier om voorrang te geven aan een personeelslid dat kan aantonen dat hij een anciënniteit van minstens 10 jaar heeft in een school/vestiging met gedifferentieerd omkadering

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, artikel 97;

Gelet op de aanvraag van de Centrale Paritaire Commissie voor het confessioneel vrij gesubsidieerd onderwijs om de beslissing van 16 juni 2021 verbindend te verklaren;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De bijgevoegde beslissing van 16 juni 2021 van de Centrale Paritaire Commissie voor het confessioneel vrij gesubsidieerd onderwijs betreffende het aanvraagformulier om voorrang te geven aan een personeelslid dat kan aantonen dat hij een anciënniteit van minstens 10 jaar heeft in een school/vestiging met gedifferentieerd omkadering, wordt verbindend verklaard.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 16 juni 2021.

Art. 3. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 december 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/200409]

19 JANVIER 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon reportant l'entrée en application de la nouvelle formule de calcul des certificats verts octroyés visée à l'article 15, § 1^{er}bis/2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération

Le Gouvernement wallon,

textVu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, article 37, § 1^{er}, modifié en dernier lieu par le décret du 31 janvier 2019;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 novembre 2021;

Vu le rapport du 5 octobre 2021 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 10 décembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'article 3, 16^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, a inséré à l'article 15, § 1^{er}bis/2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, ci-après dénommé l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006, une nouvelle formule de calcul du nombre de certificats verts octroyés basée sur une méthodologie tenant compte du coût de production moyen actualisé;

Considérant qu'en application de cette nouvelle formule, le nombre de certificats verts octroyés l'est en fonction de la production d'électricité verte et du taux d'octroi de l'installation;

Considérant que l'article 15, § 1^{er}bis/2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 dispose que pour le calcul du taux d'octroi, le ministre propose une méthodologie au Gouvernement qui l'arrête;

Considérant que cette nouvelle méthodologie n'est pas prête et que son entrée en application, prévue au 1^{er} janvier 2022, est si rapprochée qu'il est impossible de consulter les parties prenantes, de notifier la Commission européenne, de poursuivre un processus réglementaire serein et donc de garantir la sécurité juridique;

Considérant que malgré l'absence de méthodologie, en application de l'article 15, §§ 1bis/1 et 1^{er}bis/2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006, la nouvelle formule de calcul du nombre de certificats verts octroyés se substitue à la formule actuelle le 1^{er} janvier 2022;

Considérant le besoin de prévisibilité de la norme;

Considérant que pour des raisons de sécurité juridique, jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle méthodologie arrêtée par le Gouvernement, aucun certificat vert ne pourra être octroyé à de nouveaux projets de production d'énergie verte à partir du 1^{er} janvier 2022;

Considérant que pour atteindre les objectifs de production d'énergie renouvelable adoptés par la Région wallonne, un mécanisme de soutien à la production d'énergie verte est indispensable;

Considérant que la nouvelle méthodologie de calcul du taux d'octroi représente une modification d'une aide existante au sens de l'article premier, c), du Règlement (UE) 2015/1589 du Conseil du 13 juillet 2015 portant modalités d'application de l'article 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ci-après dénommé le Règlement (UE) 2015/1589;

Considérant qu'en application de l'article 2 du Règlement (UE) 2015/1589, tout projet de modification d'une aide existante est notifié en temps utile à la Commission européenne;

Considérant que la durée des procédures de pré notification et de notification n'est pas connue et qu'il n'est donc pas possible de déterminer une date d'entrée en application certaine pour la nouvelle formule de calcul du nombre de certificats verts octroyés;

Considérant que pour des raisons de sécurité juridique, il apparaît préférable de lier l'entrée en application de la nouvelle formule à l'entrée en vigueur de la nouvelle méthodologie de calcul du taux d'octroi;

Considérant que l'article 15quater, alinéa 9, reproduit les dates d'application des méthodologies de calcul et crée ainsi un risque de confusion;

Considérant que les obligations de certification visées à l'article 15quater, alinéa 9, doivent être conservées;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. À l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 2020, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1bis/1, alinéa 1^{er}, les mots « le 31 décembre 2021 inclus » sont remplacés par les mots « le 31 décembre 2022 inclus ou d'une date antérieure fixée par le Ministre »;

2^o dans le paragraphe 1bis/2, alinéa 1^{er}, les mots « à partir du 1^{er} janvier 2022 » sont remplacés par les mots « à partir du 1^{er} janvier 2023 ou d'une date antérieure fixée par le Ministre ».

Art. 2. À l'article 15quater du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019, l'alinéa 9 est remplacé par ce qui suit :

« Sans préjudice de l'article 15, pour obtenir des certificats verts, les panneaux des installations photovoltaïques d'une puissance supérieure à 10 kW pour lesquelles la date visée à l'article 15quater, alinéa 3, est postérieure au 31 décembre 2014, sont certifiés selon la norme IEC 61215 pour les modules cristallins et la norme IEC 61646 pour les couches minces ainsi que selon la norme IEC 61730 lorsque les panneaux sont intégrés ou surimposés à un bâtiment. La certification est effectuée par un laboratoire d'essais accrédité selon la norme ISO 17025 par BELAC ou par un autre organisme d'accréditation national bénéficiant d'une reconnaissance mutuelle avec BELAC. ».

Art. 3. Le Ministre de l'Énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 janvier 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

P. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/200409]

19. JANUAR 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Zurückstellung des Inkrafttretens der neuen Formel zur Berechnung der gewährten grünen Zertifikate gemäß Artikel 15 § 1bis/2, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 37 § 1, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 31. Januar 2019;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund des am 3. November 2021 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 5. Oktober 2021;

Aufgrund des am 10. Dezember 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat beim Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In Erwägung, dass dieses Gutachten nicht innerhalb dieser Frist übermittelt worden ist;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

In der Erwägung, dass im Rahmen von Artikel 3 Ziffer 16 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 11. April 2019 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms in den Artikel 15 § 1*bis*/2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms, im Folgenden als Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 bezeichnet, eine neue Formel zur Berechnung der Anzahl der gewährten grünen Zertifikate eingefügt wurde, die auf einer Methode beruht, die die aktualisierten durchschnittlichen Produktionskosten berücksichtigt;

In der Erwägung, dass in Anwendung dieser neuen Formel die Anzahl der gewährten grünen Zertifikate je nach der Produktion von grünem Strom und dem Erteilungssatz der Anlage gewährt wird;

In der Erwägung, dass Artikel 15 § 1*bis*/2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 vorsieht, dass der Minister der Regierung eine Methode zur Berechnung des Erteilungssatzes vorschlägt, die diese dann verabschiedet;

In der Erwägung, dass diese neue Methode nicht einsatzbereit ist und dass ihr Inkrafttreten, das für den 1. Januar 2022 vorgesehen war, so kurz bevorsteht, dass es unmöglich ist, die betroffenen Parteien zu konsultieren, die Europäische Kommission zu benachrichtigen, einen ungestörten Regelungsprozess fortzusetzen und somit die Rechtssicherheit zu gewährleisten;

In Erwägung, dass trotz des Fehlens einer Methode in Anwendung von Artikel 15 § § 1*bis*/1 und 1*bis*/2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 die neue Formel zur Berechnung der Anzahl der gewährten grünen Zertifikate am 1. Januar 2022 an die Stelle der aktuellen Formel tritt;

In Erwägung der Notwendigkeit der Vorhersehbarkeit der Norm;

In Erwägung, dass aus Gründen der Rechtssicherheit bis zum Inkrafttreten der von der Regierung verabschiedeten neuen Methode ab dem 1. Januar 2022 keine grünen Zertifikate mehr für neue Projekte zur Erzeugung von Grünstrom gewährt werden dürfen;

In der Erwägung, dass zur Erreichung der von der Wallonischen Region beschlossenen Ziele für die Erzeugung erneuerbarer Energie ein Fördermechanismus für die Erzeugung von Grünstrom unerlässlich ist;

In der Erwägung, dass die neue Methode zur Berechnung des Erteilungssatzes eine Änderung einer bestehenden Beihilfe im Sinne von Artikel 1 Buchstabe c der Verordnung (EU) 2015/1589 des Rates vom 13. Juli 2015 über besondere Vorschriften für die Anwendung von Artikel 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, im Folgenden als Verordnung (EU) 2015/1589 bezeichnet, darstellt;

In der Erwägung, dass gemäß Artikel 2 der Verordnung (EU) 2015/1589 jede geplante Änderung einer bestehenden Beihilfe der Europäischen Kommission rechtzeitig gemeldet werden muss;

In der Erwägung, dass die Dauer des Voranmelde- und des Anmeldeverfahrens nicht bekannt ist und es daher nicht möglich ist, ein sicheres Datum für das Inkrafttreten der neuen Formel zur Berechnung der Anzahl der gewährten grünen Zertifikate zu bestimmen;

In Erwägung, dass es aus Gründen der Rechtssicherheit vorteilhafter erscheint, das Inkrafttreten der neuen Formel an das Inkrafttreten der neuen Methode zur Berechnung des Erteilungssatzes zu binden;

In Erwägung, dass Artikel 15*quater* Absatz 9 die Anwendungsdaten der Berechnungsmethoden wiedergibt und somit eine Verwechslungsgefahr schafft;

In Erwägung, dass die in Artikel 15*quater* Absatz 9 genannten Zertifizierungspflichten beibehalten werden müssen;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms, in seiner zuletzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Dezember 2020 abgeänderten Fassung, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Paragraph 1*bis*/1 Absatz 1 wird die Wortfolge Wörter "zum 31. Dezember 2021 einschließlich" durch die Wortfolge "zum 31. Dezember 2022 einschließlich oder einem vom Minister festgelegten früheren Datum" ersetzt;

2° in Paragraph 1*bis*/2 Absatz 1 wird die Wortfolge "ab dem 1. Januar 2022" durch die Wortfolge "ab dem 1. Januar 2023 oder einem vom Minister festgelegten früheren Datum" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 15*quater* desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 wird Absatz 9 durch folgende Bestimmung ersetzt:

Unbeschadet des Artikels 15 werden, damit grüne Zertifikate gewährt werden, die Module von Photovoltaikanlagen mit einer Leistung von mehr als 10 kW, für die das in Artikel 15*quater* Absatz 3 genannte Datum nach dem 31. Dezember 2014 liegt, gemäß der Norm IEC 61215 für kristalline Module und der Norm IEC 61646 für Dünnschichtmodule sowie gemäß der Norm IEC 61730 zertifiziert, wenn die Module in ein Gebäude eingebaut oder auf einem Gebäude montiert sind. Die Zertifizierung wird von einem Prüflabor durchgeführt, das nach der ISO-17025-Norm von BELAC oder einer anderen nationalen Akkreditierungsstelle akkreditiert ist, die über eine gegenseitige Anerkennung mit BELAC verfügt."

Art. 3 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Januar 2022

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
E. DI RÙPO
Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/200409]

19 JANUARI 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot uitstel van de inwerkingtreding van de nieuwe berekeningsformule voor de toegekende groene certificaten bedoeld in artikel 15, § 1bis/2, van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, artikel 37, § 1, gewijzigd bij het decreet van 31 januari 2019;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 november 2021;

Gelet op het rapport van 5 oktober 2021 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 3 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 11 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 10 december 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het artikel 3, 16°, van het besluit van de Waalse Regering van 11 april 2019 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling, een nieuwe formule ingevoegd heeft bij artikel 15, § 1bis/2 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling, hierna het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 genoemd, voor de berekening van het aantal toegekende groene certificaten op basis van een methodologie die rekening houdt met de geactualiseerde gemiddelde productiekosten;

Overwegende dat het aantal toegekende groene certificaten, overeenkomstig deze nieuwe formule, afhangt van de productie van groene elektriciteit en van het toekenningspercentage van de installatie;

Overwegende dat het artikel 15, § 1bis/2 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 bepaalt dat de Minister een methodologie aan de Regering voorlegt voor de berekening van het toekenningspercentage, die daarover een besluit neemt;

Overwegende dat deze nieuwe methodologie nog niet klaar is en dat de inwerkingtreding ervan, die op 1 januari 2022 gepland is, zo dichtbij is dat het onmogelijk is de belanghebbenden te raadplegen, de Commissie op de hoogte te stellen, een sereen regelgevingsproces voort te zetten en bijgevolg de rechtszekerheid te waarborgen;

Overwegende dat, ondanks het ontbreken van een methodologie, de nieuwe formule voor de berekening van het aantal toegekende groene certificaten, overeenkomstig artikel 15, § 1bis/1 en 1bis/2, op 1 januari 2021 de huidige formule moet vervangen;

Gelet op de behoefte aan voorspelbaarheid van de norm;

Overwegende dat, geen groen certificaat, om redenen van rechtszekerheid, tot de inwerkingtreding van de nieuwe door de Regering vastgestelde methodologie, vanaf 1 januari 2022 mag worden toegekend aan nieuwe projecten voor de productie van groene energie;

Overwegende dat een ondersteuningsmechanisme voor de productie van groene energie noodzakelijk is om de door het Waals Gewest goedgekeurde doelstellingen inzake productie van hernieuwbare energie te bereiken;

Overwegende dat de nieuwe methodologie voor de berekening van het toekenningspercentage een wijziging van een bestaande steun inhoudt in de zin van artikel 1, c), van Verordening (EU) nr. 2015/1589 van de Raad van 13 juli 2015 tot vaststelling van nadere bepalingen voor de toepassing van artikel 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, hierna Verordening (EU) 2015/1589 genoemd;

Overwegende dat elk ontwerp tot wijziging van een bestaande steun tijdig aan de Europese Commissie meegedeeld wordt, overeenkomstig artikel 2 van Verordening (EU) 2015/1589;

Overwegende dat de duur van de procedures voor prenotificatie en kennisgeving niet bekend is en dat het derhalve niet mogelijk is een definitieve datum van inwerkingtreding van de nieuwe formule voor de berekening van het aantal toegekende groene certificaten te bepalen;

Overwegende dat het om redenen van rechtszekerheid de voorkeur lijkt te verdienen de inwerkingtreding van de nieuwe formule te koppelen aan de inwerkingtreding van de nieuwe de nieuwe methodologie voor de berekening van het toekenningspercentage;

Overwegende dat in artikel 15^{quater}, lid 9, de data voor de toepassing van de berekeningsmethodologieën worden overgenomen en dat daardoor een risico van verwarring ontstaat;

Overwegende dat de in artikel 15^{quater}, lid 9, bedoelde certificeringsverplichtingen moeten worden gehandhaafd;
Op de voordracht van de Minister van Energie;
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 15, § 1^{bis}/1 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekraftkoppeling, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 december 2020, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1^{bis}/1, eerste lid, worden de woorden "tot en met 31 december 2021" vervangen door de woorden "tot en met 31 december 2022 of een door de Minister bepaalde vroegere datum";

2° in paragraaf 1^{bis}/2, eerste lid, worden de woorden "vanaf 1 januari 2022" vervangen door de woorden "vanaf 1 januari 2023 of een door de minister bepaalde vroegere datum".

Art. 2. In artikel 15^{quater} van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019, wordt lid 9 vervangen als volgt :

"Onverminderd artikel 15 worden, om groene certificaten te verkrijgen, de panelen van fotovoltaïsche installaties met een vermogen van hoger dan 10 kW waarvoor de in artikel 15^{quater}, lid 3, bedoelde datum na 31 december 2014 valt, gecertificeerd volgens de IEC 61215-norm voor kristallijne modules en de IEC 61646-norm voor dunne lagen, alsook de IEC 61730-norm wanneer de panelen in een gebouw worden opgenomen of er bovenop worden gelegd. De certificering wordt verricht door een proeflaboratorium, geaccrediteerd volgens de norm ISO 17025 door BELAC of een ander nationale accreditatie-instelling die een wederzijdse erkenning met BELAC geniet."

Art. 3. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen 19 januari 2022.

Voor de Regering :
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
P. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/200410]

19 JANVIER 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la fixation et à la gestion des données relatives aux consommations minimales d'eau et d'électricité pouvant réputer un logement inoccupé en vertu de l'article 80, 3°, du Code wallon de l'Habitation durable

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, article 80, § 1^{er}, 3°, modifié en dernier lieu par le décret du 12 novembre 2021;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 février 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 mars 2021;

Vu le rapport du 26 juin 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 71/2021 de l'Autorité de protection des données, donné le 21 mai 2021;

Vu l'avis n° 70.474/4 du Conseil d'État, donné le 13 décembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du pôle « Logement », donné le 13 avril 2021;

Considérant les études réalisées par le Centre d'Etudes en Habitat durable menées à Charleroi, Namur et Seraing ayant pour objet d'identifier la vacance résidentielle sur base des données de consommations liées au logement et des croisements de ces données;

Considérant les résultats de ces études qui ont permis de déterminer des seuils pertinents en deçà desquels la vacance du logement peut être présumée;

Considérant la longueur de certaines procédures, notamment en ce qui concerne les amendes administratives, et la possibilité de suspension de cette procédure en cas de tentative de prise en gestion, rendant nécessaire la conservation des données pendant une durée de dix années;

Sur la proposition du Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° Code : le Code wallon de l'Habitation durable;

2° exploitants du service public de distribution d'eau publique : les exploitants du service public de distribution d'eau publique compétents sur le territoire de la commune, agissant conformément au décret du 27 mai 2004 relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau;

3° gestionnaires de réseaux de distribution : les gestionnaires de réseaux de distribution compétents sur le territoire de la commune désignés en application du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché de l'électricité en Région wallonne;

4° R.G.P.D. : le Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE.